

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°584 – 16 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

L'UEMOA enregistre une bonne évolution de l'activité en mars 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse en mars 2025. L'indice de la production industrielle a progressé de 13,7 % en glissement annuel (g.a.) tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 2 % et 4,8 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101, au-dessus de sa tendance de longue période (100), traduisant un maintien de la confiance des chefs d'entreprise sur l'orientation favorable de la conjoncture. Il est toutefois en légère baisse, de - 0,4 point en g.a., reflétant notamment les diminutions des scores de 4 pays de l'Union, dont les plus fortes concernent la Côte d'Ivoire (-1,3 en g.a) et le Mali (-1) ; le Niger (+1,3) et le Sénégal (+1,9) étant les pays ayant enregistré les plus importantes hausses de leurs scores tandis que celui du Bénin est resté stable. Enfin, le taux d'inflation au sein de l'UEMOA a légèrement augmenté, de 0,1 point de pourcentage (p.p) par rapport à février pour s'établir à +2,2 % en g.a en mars 2025. Ce ralentissement est porté par les prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, dont la contribution à l'inflation est passée de 1,7 p.p le mois précédent à 1,9.

Le chiffre à retenir

6 Mds EUR

Le montant des intentions d'investissement dans le domaine des hydrocarbures obtenues par la Côte d'Ivoire lors du Sommet des entreprises organisé par la Chambre de commerce américaine à Abidjan

Partenariat entre la BRVM et Africa50 pour mobiliser des capitaux en faveur de projets d'infrastructures

Le 13 mai 2025, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) [a annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord avec Africa50, gestionnaire d'actifs panafricain spécialisé dans les infrastructures, en vue de développer de nouvelles solutions de financement des infrastructures au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le protocole d'accord prévoit notamment le lancement d'obligations axées sur des projets d'infrastructures ainsi que le développement d'autres instruments financiers associés par l'intermédiaire de la BRVM. Elle servira ainsi de plateforme pour la mobilisation de l'épargne et la cotation de ces instruments.



Bénin

La BAfD accorde une garantie à la BOA Bénin pour soutenir le financement du commerce

Le 12 mai dernier, la Banque africaine de développement (BAfD) et *Bank of Africa* Bénin ont signé [un accord](#) de garantie de 15 M EUR destiné à soutenir le financement du commerce, notamment les importations d'intrants, de machines de production et d'équipements de télécommunications. Prévue sur une période de trois ans, cette initiative vise en particulier à soutenir les projets les moins vulnérables aux risques climatiques et à faible empreinte carbone. Au-delà de son appui à l'agro-industrie et à la production manufacturière légère, secteurs principalement ciblés, l'opération devrait également faciliter l'approvisionnement du marché local en biens essentiels, répondant ainsi aux besoins immédiats des populations.

Burkina Faso

Fortuna Mining finalise la cession de la mine de Yaramoko

Le 13 mai 2025, *Fortuna Mining Corp.* a annoncé avoir [finalisé](#) la vente de sa participation dans *Roxgold Sanu SA*, qui exploite la mine d'or de Yaramoko au Burkina Faso, ainsi que de trois autres filiales locales, à la société privée mauricienne *Soleil Resources International Ltd*, créée en 2023. La transaction, conclue dans le cadre d'un accord d'achat d'actions, prévoit un paiement direct de 70 M USD. Avant la clôture, *Roxgold Sanu* a versé un dividende de 53,8 M USD à Fortuna, suivi d'une retenue fiscale de 3,7 M USD. Jusqu'à 53 M USD supplémentaires pourraient être perçus ultérieurement au titre de créances fiscales, sous conditions. Cette opération marque le retrait complet de Fortuna du Burkina Faso. Cette opération, annoncée en mars 2024 dans le cadre d'un plan de

rationalisation du portefeuille d'actifs, s'inscrit dans la volonté du groupe de recentrer ses activités sur des juridictions où il maintient des projets d'exploration. Elle marque le retrait complet de Fortuna du Burkina Faso.

Cap-Vert

Sade construira la 1ère station d'épuration de Santo Antão

Le 12 mai 2025, Sade, filiale du groupe français Nouvelles Générations d'Entrepreneurs (NGE), a [annoncé](#) avoir remporté un contrat pour la construction de la 1^{ère} station de traitement des eaux usées sur l'île de Santo Antão, au Cap-Vert. Ce projet, attribué par l'Agência Nacional de Águas e Saneamento (ANAS) et financé à hauteur de 4,7 M EUR par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), vise à améliorer l'assainissement sur l'île, confrontée à des défis majeurs en matière de gestion de l'eau. Les travaux, d'une durée de 18 mois, comprennent la réalisation d'une station d'épuration d'une capacité de 400 m³/jour, deux stations de pompage, 20 km de réseaux d'eaux usées, ainsi que des lagunes de stockage d'environ 1 500 m² pour la réutilisation des eaux traitées à des fins d'irrigation ou de nettoyage urbain.

Côte d'Ivoire

Plus de 6 Mds EUR d'intention d'investissements d'entreprises étatsuniennes dans les hydrocarbures

Le 14 mai 2025, à l'occasion du Sommet des entreprises de la Chambre de commerce américaine à Abidjan, des protocoles d'accord [ont été conclus](#) entre des entreprises américaines et la Côte d'Ivoire. Le premier accord, établi entre l'entreprise VAALCO et la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI), porte sur l'exploitation de deux blocs pétroliers. La transaction est



estimée à plus de 1000 Mds FCFA (1,5 Md EUR). Le second accord, signé entre Yaatra Ventures et la Société ivoirienne de raffinage (SIR), concerne la construction d'une 2^e raffinerie en Côte d'Ivoire pour un montant estimé à plus de 3 000 Mds FCFA (4,6 Mds EUR). Pour rappel, la Côte d'Ivoire dispose d'une raffinerie de pétrole à Abidjan, créée en 1962, et qui a [traité 3,3 M](#) de tonnes de pétrole brut en 2023.

Le groupe Duval engagé pour deux projets d'une valeur totale de plus de 150 M EUR

Le 13 mai 2025, le groupe immobilier français Duval [a annoncé](#) la signature de plusieurs accords de financement et de partenariat pour deux projets en Côte d'Ivoire d'un montant total de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR). Le 1^{er} projet, "Village Notre Père", sera bâti sur la conservation et la rénovation de la première église de la commune du Plateau à Abidjan. Il comprend notamment le développement d'une résidence de tourisme d'affaires, de bureaux, de commerces et la rénovation du presbytère. [Co-financé](#) par un prêt de la Société financière internationale (SFI) et Proparco, d'un montant total de 32,6 M EUR, il devrait générer 700 emplois directs et indirects. Le 2^e projet, intitulé "Riviera Park", vise la construction d'un centre commercial d'une superficie de 26 000 m², incluant un centre de loisirs, un complexe de cinéma et des restaurants. Il est co-financé par un prêt de 21 Mds FCFA (32 M EUR) de la [Banque nationale d'investissement \(BNI\)](#) et devrait créer près de 1 000 emplois directs et indirects. Ces projets portés par le Groupe Duval ont également pour co-actionnaires la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) et la Caisse générale de retraite des agents de l'État (CGRAE) avec des participations minoritaires.

Guinée

Une série de mesures pour stimuler la transformation locale des produits miniers

Dans une série de décrets lus à la télévision nationale, le 9 mai 2025, les autorités guinéennes [ont retiré](#) les permis d'exploitation de deux sociétés minières locales, *Guitar Mining* (production de diamants et de gravier dans le sud-est du pays) et *Kebo Energy* (production de bauxite dans l'ouest du pays), pour non-respect de leurs obligations contractuelles. Cette mesure s'inscrit dans l'application des décisions prises lors du [Conseil des Ministres](#) tenu la veille, afin de stimuler la transformation locale des produits miniers. A cet effet, le Président de la Transition avait instruit le Ministre des Mines et de la Géologie de (i) procéder au retrait des permis et concessions des sociétés minières non conformes aux obligations prévues par le Code minier et (ii) lui soumettre une proposition d'interdiction de l'exportation de l'or brut, en raison de l'achèvement prochain des travaux de construction d'une raffinerie locale. Pour rappel, la Guinée dispose d'importantes ressources minières (or, bauxite, fer, diamant...), qui représentent également une part très significative des exportations du pays (94 % des exportations totales en 2022 selon les données de la Banque centrale).

Guinée-Bissau

10 M USD pour appuyer les réformes de gouvernance publique

Le 2 mai 2025, la Banque mondiale a [approuvé](#) une subvention de 10 M USD, dans le cadre de l'opération de Financement des politiques de développement pour l'avancement des réformes en Guinée-Bissau. Il appuiera notamment les efforts du gouvernement pour renforcer la gestion des finances publiques, accroître la mobilisation des recettes



intérieures, améliorer la viabilité des services d'énergie et d'eau, et promouvoir la croissance numérique. Il facilitera également l'application de la loi sur la TVA et l'établissement d'un compte unique du Trésor. Cette approbation marque le retour de l'instrument de financement des politiques de développement en Guinée-Bissau après une interruption de 15 ans.

Libéria

63 M EUR de l'UE pour renforcer la gestion et la surveillance des finances publiques

Le 13 mai, l'Union européenne [a signé](#) avec le gouvernement libérien un accord de financement d'un montant total de 63 M EUR, dont 56 M EUR en appui budgétaire direct. Cette aide, prévue pour la période 2025-2027, vise à renforcer entre autres la gestion des finances publiques, la mobilisation des recettes intérieures, la transparence budgétaire et le réseau d'aires protégées du Libéria. Les décaissements seront liés à la réalisation de réformes conjointement définies. Les 7 M EUR restants financeront des mesures d'accompagnement, incluant une assistance technique pour améliorer les systèmes de budgétisation, d'audit et de mobilisation des ressources domestiques du Libéria.

La CBL publie son plan stratégique 2025-2029

Le 5 mai 2025, la Banque centrale du Liberia (CBL) [a dévoilé](#) son [plan stratégique 2025–2029](#). Celui-ci vise à (i) promouvoir et maintenir la stabilité des prix, (ii) contribuer à la stabilité financière et (iii) soutenir la politique économique du gouvernement dans les limites de son mandat. Ce plan, structuré autour de cinq piliers — stabilité des prix, intégration régionale, efficacité opérationnelle, stabilité financière, et inclusion financière et services financiers numériques — nécessite un

financement de 63,3 M USD. Parmi les initiatives clés figurent la création du système interbancaire de paiement et de règlement du Libéria et d'un système de reporting numérique pour la transmission des rapports/déclarations à la CBL par le secteur des institutions financières non bancaires. Le gouverneur de la CBL a présenté le plan comme une feuille de route pour la transformation économique et numérique du Liberia, appelant à un appui financier et technique des partenaires. À ce jour, la CBL dispose de 6,3 M USD alloués dans son budget pour 2025–2026 et a reçu des engagements de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Banque mondiale à hauteur de 16 M USD pour des projets spécifiques. Cependant, un déficit de financement de 41 M USD subsiste.

Mali

Une dette de plus de 80 M EUR envers la Sogem

Le Mali [ferait face](#) à une dette de plus de 540 Mds de FCFA (82,3 M EUR) envers la Société de gestion de l'énergie de Manantali (Sogem), gestionnaire du barrage hydroélectrique du même nom. Selon le media Reuters, dans une lettre datée du 25 avril 2025, la SOGEM alerte sur le risque imminent d'interruption des opérations. Mis en service en 2002, le barrage de Manantali, d'une capacité installée de 200 MW, cède plus de la moitié de sa production au Mali, 33 % au Sénégal et 15 % à la Mauritanie. La dette accumulée par Bamako compromet la stabilité financière du gestionnaire et fait peser une menace sur le réseau électrique sous-régional. Energie du Mali (EDM) aurait reconnu devoir 43,8 Mds FCFA (66,8 M EUR) à la Sogem, ainsi que 11,9 Mds FCFA (18,1 M EUR) supplémentaires à une autre entité chargée de l'exploitation et de la maintenance du barrage. L'entreprise explique ce retard par les difficultés qu'elle aurait rencontrées sur d'autres projets de la SOGEM, notamment des retards dans la



mise en service de nouveaux barrages, qui auraient affecté l'ensemble du secteur énergétique malien. Pour faire face à la baisse de production attendue, EDM aurait eu à recourir à des solutions alternatives coûteuses, comme la location de générateurs auprès d'opérateurs privés.

Mauritanie

Accord au niveau des services sur la 4^e revue MEDC/FEC et la 3^e revue FRD

Les services du FMI et les autorités mauritaniennes sont [parvenues](#) à un accord sur la 4^e revue des programmes économiques en cours au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ainsi que sur la 3^e revue au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Sous réserve de l'approbation des revues par le Conseil d'administration du FMI, la Mauritanie recevra un montant total d'environ 28,7 M USD, soit 8,6 M USD au titre du programme MEDC/FEC et 20,1 M USD au titre de la FRD. A l'issue de la mission, le FMI a jugé satisfaisant les performances des différents programmes et revu à la hausse ses estimations de croissance pour 2024, à 5,2% contre 4,6% initialement. La croissance devrait toutefois ralentir en 2025 à 4 %, sous l'effet de la contraction du secteur extractif.

Inauguration du Data Center de Nouakchott

Le 8 mai 2025, la Mauritanie [a inauguré](#) le centre d'hébergement de données de Nouakchott, marquant ainsi une avancée vers sa souveraineté numérique. Ce centre, certifié Tier III par *l'Uptime Institute*, garantit un haut niveau de sécurité et de disponibilité des données. Il sera exploité par *International Mauritania Telecom* (IMT), consortium comprenant l'État (via Mauripost) et les trois opérateurs télécoms nationaux. Il offrira des services d'hébergement de données aux administrations publiques et

aux entreprises privées, contribuant ainsi à la digitalisation de l'économie mauritanienne. Le projet est en ligne avec la stratégie numérique nationale et l'initiative [Global Gateway](#) de l'UE. Financé par un prêt de 15 M EUR de la Banque européenne d'investissement (BEI), il s'inscrit également dans le cadre du Programme régional d'infrastructures de communication de l'Afrique de l'Ouest (WARCIP), cofinancé avec la Banque mondiale. Ce programme vise à renforcer la connectivité nationale et régionale, notamment grâce à l'interconnexion avec les câbles sous-marins ACE et le futur câble d'Ellalink.

Niger

L'IHPC rénové et inflation à 0,5 % en g.a en avril 2025

Le 14 mai 2025, l'Institut National de la Statistique (INS) [a communiqué](#) sur la rénovation de son Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), désormais basé sur l'année 2023, contre 2014 auparavant. Cette mise à jour dont les travaux ont été entamés en 2022 pour un coût de 170 M FCFA (256 000 EUR) a permis d'actualiser le panier de biens, les pondérations et la couverture géographique pour mieux intégrer les habitudes de consommation actuelles. Le nouvel indice a été calculé à partir du mois de janvier 2025. Ce changement s'inscrit dans le cadre d'un programme régional piloté par l'UEMOA. Par ailleurs, le taux d'inflation en glissement annuel (g.a.) s'est [établi](#) à 0,5 % en g.a en avril 2025, en baisse par rapport au mois précédent (4,7%). Cette légère hausse est portée par l'augmentation des prix dans les divisions "Loisirs, sport et culture" (+11,4 % en g.a) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+8 % en g.a). A l'inverse, de fortes baisses ont été observées dans les divisions "Restaurants et services d'hébergement" (-20,5 % en g.a), "Information et communication" (-12 en g.a %) et "Logement,



eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-8,9 % en g.a).

Sénégal

Projet "Gas to Power" : la centrale électrique de Bel Air passe au gaz naturel

Le 13 mai 2025, la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) [a entamé](#) le processus de conversion au gaz naturel de la centrale thermique de Bel Air (335 MW), située à Dakar. Cette [opération](#) s'inscrit dans le cadre du programme national "Gas to Power", qui vise à réduire les coûts de production d'électricité et à améliorer la sécurité énergétique du pays en utilisant le gaz naturel produit localement. Le projet repose sur la valorisation des réserves nationales issues des gisements offshore Grand Tortue Ahmeyim, Sangomar et Yakaar-Teranga, récemment mis en exploitation. Il s'inscrit également dans une stratégie gouvernementale plus large de transition vers un mix énergétique plus compétitif, moins carboné et moins dépendant des importations de fioul. La conversion de la centrale de Bel Air constitue une première étape opérationnelle, avec des perspectives d'extension à d'autres infrastructures électriques.

Lancement d'un programme national de construction d'infrastructures de stockage agricole

Le 11 mai 2025, le ministre chargé de l'Agriculture, a [posé](#) la première pierre d'un hangar frigorifique de 2 000 tonnes situé à Tassette (région de Thiès), marquant le démarrage du Programme national de conservation post-récolte. Ce dernier prévoit la

construction de 100 entrepôts agricoles et 20 chambres froides, pour une capacité totale de 250 000 tonnes. Une phase pilote visant une capacité de 18 500 tonnes ciblera, en plus de Tassette, 5 autres zones : Mboro, Notto Gouye Diama, Potou, Ogo et Mbantou. Le projet est réalisé avec l'entreprise espagnole INTERMAQ 2012 SL, dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Togo

Organisation d'une conférence sur la dette par l'UA

L'Union africaine (UA) [a tenu](#) sa première conférence sur la dette du 12 au 14 mai à Lomé. Cet événement a rassemblé de nombreuses personnalités politiques et économiques autour du thème : "L'Agenda africain de gestion de la dette publique : restaurer et préserver la viabilité de la dette". La Conférence avait entre autres pour objectif (i) d'établir une position concertée sur les réformes nécessaires de l'architecture financière mondiale, afin de faire face à la crise de la dette sur le continent ; (ii) de proposer et d'évaluer des mécanismes de financement innovants et (iii) d'identifier les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette publique. En effet, l'augmentation de la charge de la dette publique constitue une contrainte majeure pour les Etats, surtout dans un contexte où, selon les estimations, l'Afrique aurait besoin de [194 Mds USD par an](#) pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

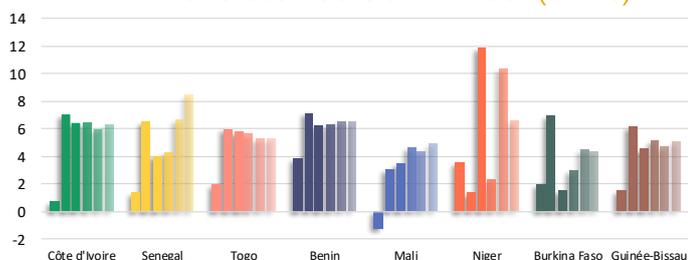
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1 540	1 550	1 600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

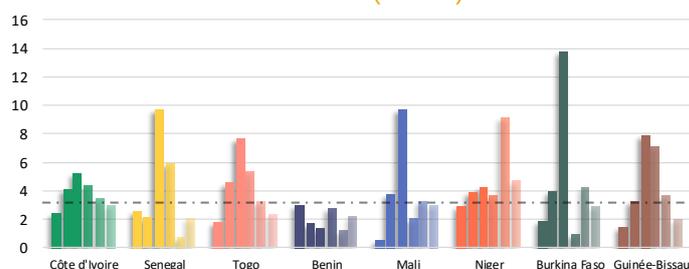


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

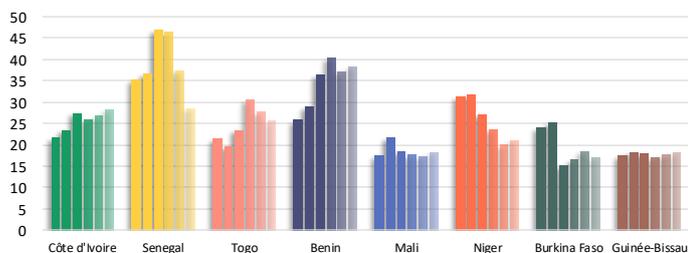
Croissance du PIB réel (en %)



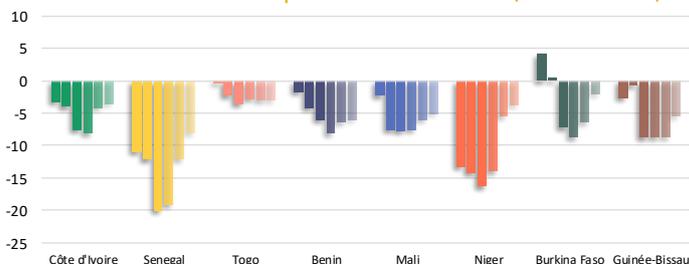
Inflation (en %)



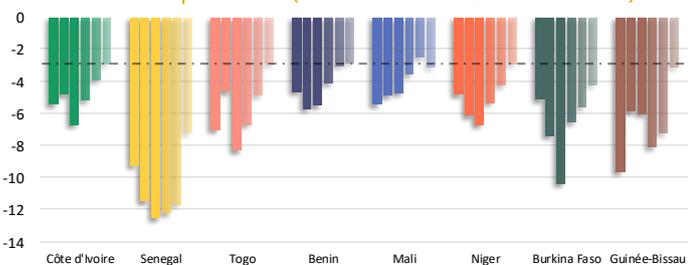
Investissements publics (% du PIB)



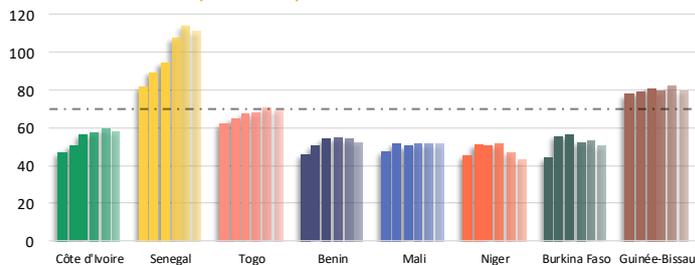
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)